

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD

Perpignan, le 30/11/2023

2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL

Parc Ducup - Route de Prades
66000 Perpignan

Références : 2023 – 170 – PR/EX
Code AIOT : 0006604881

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL implanté Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 Perpignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la plainte de riverains de la société Sabaté et Boutan Valorisation (SBV) représentés par Maître Nese.

D'après les plaignants, les prescriptions de l'arrêté préfectoral ne seraient pas respectées (seuil limité à 60 t/j soit 3 h/j avec un broyeur de 20 t/h; exploitation par jour de vent; émissions de poussières lors de chargement/déchargement; etc).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABATE ET BOUTAN VALORISATION SARL
- Parc Ducup - Rue de Madrid 66000 Perpignan
- Code AIOT : 0006604881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historiquement, l'établissement Sabate Boutan, qui a été créé en 2010, exploite une activité de tri de déchets en mélange. En 2013 ont été séparées les branches transport de bennes et tri de déchets en deux entités : respectivement « Sabate Boutan Transport » et « Sabate Boutan Valorisation ».

Cette dernière (SBV) mène sur son site, une activité de tri des déchets non dangereux des entreprises, avant expédition vers les filières de valorisation. SBV dispose à ce titre, depuis 2010 d'un récépissé de déclaration au titre des ICPE pour les rubriques 2714 et 2716 permettant de couvrir les différents flux de déchets en transit et depuis 2013 un récépissé de déclaration relatif à la rubrique 2791 pour la réalisation d'une activité de broyage de bois. Enfin, SBV a été autorisée par arrêté préfectoral n°2022056-0001 du 25/02/2022 à développer sous le régime de l'autorisation, l'activité de traitement des déchets non-dangereux (rubrique 2791) par broyage et sous le régime de l'enregistrement, les activités de collecte et tri / transit / regroupement (rubriques 2710, 2714, 2716) des déchets non-dangereux.

A noter que le secteur économique de « Saint-Charles », constitué par des entrepôts frigorifiques et activités de fret routier et ferroviaire, se situe à proximité immédiate de la zone résidentielle dite du « Parc Ducup ». L'établissement SBV est directement riveraine du lotissement « les résidences du Parc Ducup » dont le permis d'aménager est autorisé en décembre 2011 avec la construction de logements en 2015. Seule la rue de Madrid sépare la zone économique de la zone résidentielle, créant un conflit de voisinage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- ➔ situation administrative (seuil de broyage)
- ➔ horaires
- ➔ émissions de poussières
- ➔ émissions de bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

1. « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
2. « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
3. « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Seuil de classement IED	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	28 jours
4	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.1	Lettre de suite préfectorale	28 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Horaires d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.3
3	Hauteur des Stocks	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5
5	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 2 faits « avec suites » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle.

L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite préfectorale demandant à l'exploitant, sous un délai de 28 jours, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétée pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Seuil de classement IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Situation administrative, rubrique 3532
Prescription contrôlée : Afin de justifier que l'établissement ne relève pas de la rubrique 3532, l'exploitant consigne sur un registre le fonctionnement horaire quotidien du broyeur limité à 60 t/j, en lien avec le registre de gestion du bois de classe A. Ce registre sera fourni dans le rapport environnement annuel et sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de fonctionnement horaire du broyeur, justifiant d'une exploitation quotidienne limitée à 60 t/j. Dans le cadre de la plainte de voisinage, l'exploitant a transmis le 17 novembre 2023 un mémoire en réponse à la demande de l'inspection. En annexe du document figure une copie des relevés journaliers de fonctionnement du broyeur (émis par le fabricant par transmission des données de fonctionnement internes du broyeur) pour les jours faisant l'objet de la plainte. Le relevé consigne la date et l'horaire (par minute) d'exploitation, les tours minutes de l'engin démontrant les phases de broyage et le tonnage cumulé (par cycles). L'analyse du registre de fonctionnement (manuel) et du relevé journalier de fonctionnement du broyeur (données du broyeur), montre des incohérences à savoir: - absence de consignation manuelle dans le registre de fonctionnement le 21 juin 2023; - décalage de temps d'exploitation entre le registre manuel et le relevé technique le 28 juin 2023; - décalage de vitesse de vent consigné et donnée météo le 2 août 2023 ; - décalage d'orientation de vent consigné et donnée météo le 4 juillet 2023 ; qui nécessitent des justificatifs complémentaires.
Écart à justifier : La société SBV doit transmettre les relevés journaliers de fonctionnement du broyeur pour chaque jour faisant l'objet de la plainte, sur une période d'un jour avant et un jour après. La consignation manuelle du registre de fonctionnement horaire du broyeur doit être plus rigoureuse afin d'être cohérent avec le relevé journalier de fonctionnement du broyeur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 28 jours
Réponse de l'exploitant:

N° 2 : Horaires d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, activités interdites
Prescription contrôlée : Sauf dérogation exceptionnelle définie par l'exploitant dont les dates et horaires sont consignées dans un registre, les activités sont réalisées du lundi au vendredi et de 8h à 12h puis de 13h à 17h. Les activités sont interdites les week-ends et jours fériés.
Constats : D'après l'analyse du registre de fonctionnement (manuel) et du relevé journalier de fonctionnement du broyeur (données du broyeur), les activités sont réalisées du lundi au vendredi et de 8h à 12h puis de 13h à 17h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Hauteur des Stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de broyage
Prescription contrôlée : De manière générale, un contrôle strict de la hauteur des stocks est assuré (pige, repère par rapport aux mégablocs). Article 8.2.5.1. Zone de tri La hauteur maximale des stocks prise en compte est de 3 m.
Constats : Le contrôle visuel des stockages par rapport aux piges affichées sur les mégablocs, permet de constater une hauteur d'andain à la limite autorisée. L'inspection a rappelé que : <ul style="list-style-type: none">- la hauteur maximale des stocks prise en compte est de 3 m ;- les murs mégablocs séparant les stocks des propriétés voisines sont réhaussés jusqu'à une hauteur de 3,6 m de façon à prévenir les effets dominos d'un box à l'autre et l'émission de flux thermiques préjudiciables ($\geq 5 \text{ kW/m}^2$) en dehors des limites de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions diffuses et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 3.1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Installation de traitement bois
Prescription contrôlée : Le merlon paysager situé à l'Ouest est aménagé de manière à faire barrière de protection pour limiter l'exposition au vent et pour capter les poussières. Afin d'éviter l'exposition des zones résidentielles aux poussières émises lors des opérations de broyage, une attention particulière est portée aux conditions météorologiques. En période de vent marin portant les poussières vers les zones résidentielles, les opérations de broyage sont interrompues. Un dispositif d'aspersion est mis en place permettant l'humidification du bois de l'installation de traitement. Ce dispositif d'aspersion est actif lors des opérations de chargement/déchargement, lors des opérations de broyage et, même en l'absence d'opérations dans la zone et en dehors des horaires de fonctionnement, par temps sec et venteux, si des émissions de poussières sont constatées. La voie interne est maintenue libre de tout stockage et de résidus de broyage sur une largeur de 10 m minimum. Les broyats sont sans délais mis en stock dans leurs zones définitives à l'issue de chaque opération de broyage.
Constats : Le contrôle visuel du merlon séparatif situé à l'Ouest, permet de confirmer la végétalisation du

<p>dispositif, de manière à faire barrière de protection pour limiter l'exposition au vent et pour capter les poussières.</p> <p>Lors du contrôle le jeudi 23 novembre après midi, il est observé un vent de Nord-Ouest en rafales de 69 km/h (données météo). L'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emploi du dispositif d'aspersion du broyeur ; - que les conditions météorologiques du jour n'avaient pas d'impact sur les émissions de poussière. <p>Concernant la plainte, l'inspection relève que deux des jours faisant l'objet du signalement des riverains, les conditions de vent pouvaient avoir un impact sur le voisinage. En particulier, le 26 juin le vent dominant était de Nord-Est en rafales de 20 km/h et le 5 septembre le vent dominant était d'Est en rafales de 30 km/h. En réponse, l'exploitant s'engage à interrompre les opérations de broyage en cas de vigilance météo de vent marin ou de vent portant les poussières vers les zones résidentielles.</p>
<p>Écart à justifier :</p> <p>La société SBV doit compléter les consignes d'exploitation en inscrivant que les opérations de broyage seront interrompues en cas de vigilance météo de vent marin ou de vent portant les poussières vers les zones résidentielles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 28 jours</p>
<p>Réponse de l'exploitant:</p>

N° 5 : Auto surveillance des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2022, article 9.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une mesure de la situation acoustique sera effectuée en cas de plainte ou demande de l'inspection des installations classées, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport du bureau Serial Acoustique en date du 15/12/2022, justifie de la conformité des émissions sonores.</p> <p>Lors du contrôle, l'inspection a constaté que le broyeur était positionné perpendiculairement au dispositif de protection (mégablocs) et accolé à celui-ci, conformément à l'emplacement défini par Serial Acoustique et ayant le moins d'impact sonore au droit des zones sensibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>